

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (après-midi) 9 septembre 2015

Direction des finances

24 2014.RRGR.1158 Motion 240-2014 Haas (Berne, PLR) Pilotage des postes de l'administration cantonale

N° de l'intervention: 240-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 17.11.2014
Déposée par: Haas (Berne, PLR) (porte-parole)
Brand (Münchenbuchsee, UDC)
Luginbühl-Bachmann (Krattingen, PBD)
Schöni-Affolter (Bremgarten, pvl)
Schneiter (Thierachern, UDF)
Cosignataires: 14
N° d'ACE: 677/2015 du 3 juin 2015
Direction: FIN

Pilotage des postes de l'administration cantonale

Le Conseil-exécutif est chargé de soumettre au Grand Conseil un projet de modification législative prévoyant les dispositions suivantes :

1. Un état des postes à durée indéterminée est introduit pour piloter l'évolution des effectifs des Directions et de la Chancellerie d'Etat. Cet état est porté à la connaissance du Grand Conseil tous les ans en même temps que le budget.
2. Le plafond des effectifs est soumis à l'approbation du Grand Conseil en même temps que le budget.

Développement :

Signalons tout d'abord que la présente intervention reprend les thèmes traités dans la motion 247-2012 que le Grand Conseil a adoptée sous forme de postulat, moyennant quelques modifications inspirées par les délibérations.

L'état des postes se répercute directement sur les charges de personnel et constitue de ce fait l'un des principaux facteurs influençant les finances publiques et un indicateur de portée stratégique. A une époque où les perspectives financières sont inquiétantes, il faut surveiller de près l'évolution des effectifs et la piloter avec fermeté.

Certes, chaque fois qu'un programme d'économie est présenté, on expose ses possibles répercussions sur l'état des postes. Mais il est ensuite difficile pour le Grand Conseil et pour le grand public de juger ce qu'il en est effectivement.

Autre raison de mécontentement : sur les plus de 1000 pages que compte le rapport de gestion, une seule mentionne l'état des postes en fin d'année, et encore sans faire de commentaire. Il serait également utile de disposer de données sur plusieurs années, qui permettent de suivre l'évolution à moyen et à long terme de cette thématique déterminante pour la politique financière. Depuis 2005, le Grand Conseil n'a plus aucune influence directe sur l'état des postes. NOG ne lui laisse pas d'autre outil de pilotage que l'approbation des soldes des groupes de produits, mais sans savoir réellement quels postes « se cachent » là-dedans.

La présente motion remédie au problème « avec ménagement » en proposant que l'état des postes soit porté à la connaissance du Grand Conseil (ch.1) et que seul le plafond des effectifs soit soumis à son approbation.

Réponse du Conseil-exécutif

Les motionnaires signalent en préambule que la présente intervention reprend, moyennant quelques modifications inspirées par les délibérations de l'époque, les thèmes traités dans la [motion 247-2012](#)¹, PLR (Haas, Berne) « Soumettre l'état des postes de l'administration cantonale à l'approbation du Grand Conseil », que le Grand Conseil avait adoptée sous forme de postulat par 85 voix contre 44 (et 5 abstentions) le 30 janvier 2013. Le Conseil-exécutif considère que les arguments qu'il avait développés dans la réponse à cette motion sont toujours valables, raison pour laquelle sa position sur ces thèmes reste pour l'essentiel inchangée. Il n'est pas question, à l'heure actuelle non plus, de transférer au Grand Conseil les compétences en matière de gestion des postes. Le Conseil-exécutif est toujours d'avis que le système en place a fait ses preuves et qu'il correspond à la répartition des tâches prévue par la Constitution - selon laquelle le gouvernement, en tant qu'organe exécutif, est responsable du pilotage au niveau opérationnel et de la gestion, tandis que le Grand Conseil est chargé des décisions d'ordre politique et stratégique.

En ce qui concerne l'évolution des postes, le Conseil-exécutif tient tout d'abord à signaler que l'augmentation des effectifs du personnel résulte en majeure partie de projets soit que le Grand Conseil a lui-même initiés ou décidés (p. ex. Police Berne), soit que la mise en œuvre de dispositions contraignantes du droit fédéral a rendu nécessaires (p. ex. création de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte [APEA]). D'autre part, il a été possible de réaliser dès l'an dernier des mesures que le Grand Conseil a adoptées lors de la session de novembre 2013 suite à l'Examen des offres et des structures (EOS 2014). Cela montre que la stratégie envisagée par le Conseil-exécutif, à savoir adapter les effectifs du personnel aux tâches à accomplir, constitue une approche adéquate.

Point 1

Le Conseil-exécutif comprend que les motionnaires souhaitent des informations transparentes sur les effectifs de personnel et leur évolution. Le compte rendu au Grand Conseil a été simplifié selon les conclusions de l'évaluation de NOG, notamment par une réduction significative du nombre de groupes de produits. Il est en outre prévu, dans la nouvelle forme de compte rendu, de publier à partir du budget 2016 les effectifs réels par Direction et leur évolution des dernières années. Aussi les informations sur les effectifs de personnel seront-elles présentées plus en détail à l'avenir, comme le souhaitent les motionnaires. De plus, l'Office du personnel publie et commente chaque année l'évolution des effectifs depuis la mise en place de NOG (2005), mettant ainsi en évidence tous les facteurs qui influent de façon significative sur l'état des postes. Le commentaire de l'évolution des effectifs de personnel est disponible sur internet.²

Le Conseil-exécutif est prêt à compléter le compte rendu sur l'évolution des effectifs de personnel qui existe déjà, afin de rendre la gestion des postes parfaitement claire et compréhensible pour le Grand Conseil et de tenir compte de l'exigence des motionnaires. Il y présentera donc à l'avenir non seulement les effectifs réels, mais aussi les effectifs prévus par Direction (nombre de postes à durée indéterminée qui ont été approuvés). Cela permettra au Grand Conseil d'observer dans quelle mesure les postes inscrits à l'état des postes de chaque Direction ont été utilisés et de constater d'éventuels écarts. Le Conseil-exécutif propose par conséquent l'adoption du point 1 de la présente motion.

Point 2

Le Conseil-exécutif prend position comme suit sur le point 2 de la présente intervention, qui demande que le plafond des effectifs soit soumis chaque année à l'approbation du Grand Conseil : ce sont en définitive les tâches que l'administration doit accomplir, et la qualité requise pour celles-ci, qui déterminent le nombre maximal de postes admissibles. Cet éventail de tâches évolue constamment de même que, par conséquent, le nombre de postes nécessaires pour le réaliser. Approuver chaque année le nombre maximal de postes à durée indéterminée et ses variations ne serait possible pour le Grand Conseil que s'il disposait de connaissances détaillées

¹ Cf. www.gr.be.ch/gr => Affaires => Recherche d'affaires => Numéro 247-2012

² Cf. www.be.ch/personnel => onglet Conditions de travail => rubrique Statistique du personnel => Rapport sur les ressources humaines (annexe 2)

et complètes des tâches, jusqu'au niveau des cas particulier. En effet, bien souvent l'examen des demandes de postes nécessite de connaître précisément les mécanismes de financement sous-jacents (p. ex. importance des revenus supplémentaires liés à une création de poste, participation de tiers aux coûts) ou il dépend d'autres facteurs qui ne peuvent être influencés faute de marge de manœuvre (p. ex. exécution de prescriptions fédérales). De plus, une éventuelle demande de poste nécessite aussi de tenir compte de la situation individuelle sur place au sein de l'office concerné.

L'examen au Grand Conseil d'une affaire opérationnelle aux détails complexes qui nécessite beaucoup de temps n'interviendrait donc pas au niveau approprié et il ne serait guère possible de l'approfondir au degré nécessaire. En outre, l'effet de pilotage que les motionnaires espèrent d'un tel transfert de compétences risquerait de ne pas être aussi important que prévu car, comme nous l'avons exposé, la marge de manœuvre est souvent assez faible en matière de création de postes. Dans les cas où la marge de manœuvre est large, le Conseil-exécutif a poursuivi ces dernières années une politique cohérente en rejetant catégoriquement les demandes portant sur la création de nouveaux postes à durée indéterminée.

Comme indiqué en préambule, c'est donc au Conseil-exécutif qu'il doit appartenir d'exercer une influence directe sur l'évolution des effectifs de personnel, parce qu'il peut le faire plus rapidement et en meilleure connaissance de la situation et des spécificités sur place. Le Conseil-exécutif garantit qu'il continuera à l'avenir de suivre très précisément l'évolution des effectifs de personnel, d'étudier avec le plus grand soin les nouvelles demandes de création de postes de nature à accroître les effectifs et de les autoriser de manière très restrictive, dans le but de maintenir durablement l'équilibre des finances publiques. En conséquence, il recommande de rejeter le point 2 de la présente motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Point 1: adoption

Point 2: rejet

Adrian Haas, Berne (PLR). Die Motion hat einen breiten Rückhalt. Sämtliche Fraktionspräsidien der bürgerlichen Parteien haben sie eingereicht. Zum Hintergrund – ich spreche jetzt einmal zu Ziffer 1: Im Grossen Rat haben wir bereits x-mal versucht, mit Motionen auf den Stellenbestand einzuwirken. Keiner Motion war bisher Erfolg beschieden, weil man sich meist ein bisschen auf einem Blindflug befand. Man hat uns immer wieder vorgeworfen, wir würden am falschen Ort ansetzen. Es ist natürlich schwierig, in die Verwaltung hineinzusehen, und aus diesem Grund fänden wir es gut, wenn der Grosse Rat Transparenz über die einzelnen Stellen bekäme, dies zumindest bezüglich der Dauerstellen. Das verlangen wir hier mit Ziffer 1 der Motion. Wir fordern, dass man uns zusammen mit dem Voranschlag eine Art Stellenplan zur Kenntnis bringt, wie dies die Regierung im Übrigen in ihrer Verordnung intern bereits vorsieht. Das soll uns als Bericht vorgelegt werden, damit wir davon Kenntnis nehmen können. Insofern besteht eine Differenz. Die Regierung mindert in ihrer Antwort zu Ziffer 1 diese Forderung etwas. Ich sage noch einmal: Wir verlangen genau das in der Motion, was schriftlich eingereicht wurde. Und das ist dann auch für die Frage massgebend, wie diese Motion umgesetzt werden muss. Nämlich mit einem Bericht über die einzelnen Stellen, der die Funktionen und den Beschäftigungsgrad enthält und indem sichtbar wird, was die einzelnen Leute konkret machen. Insofern haben wir eine leichte Differenz zur Interpretation der Regierung. Ich bitte Sie, sich jeweils an das zu halten, was die Motionäre genau verlangen. Mit der Kenntnisnahme allein wurde noch keine Stelle abgeschafft oder geschaffen. Aber zumindest gibt es gewisse Anhaltspunkte und man kann entsprechende Fragen stellen. Die Arbeit der Finanzkommission würde so wesentlich erleichtert.

Dann stellt sich natürlich die Frage, was man macht, wenn einem dieser Stellenplan zur Kenntnis unterbreitet wird. Es ist denkbar, mit Planungserklärungen aufzuzeigen, wo Fragen bestehen oder wo man den Schwerpunkt anders setzen möchte. Noch besser ist Ziffer 2, mit der man konkret

Einfluss nehmen kann. Dies hätte dann vor allem präventive Wirkung. Offenbar sind aber einzelne der MitmotionärInnen mit Ziffer 2 nicht ganz glücklich. Sie werden das hier noch ausführen. Möglicherweise findet dann hier im Rat halt nur Ziffer 1 eine Mehrheit. Aber mit Ziffer 1 gäbe es zumindest bereits die Möglichkeit, in den Produktgruppen das Budget zu steuern und mit einer Planungserklärung klar zu sagen, was man hinsichtlich der Stellen erwartet. Ich weiss: Es wird uns jetzt vorgehalten, das sei nicht NEF-konform. Aber bezüglich Stellen muss ich Ihnen halt sagen: Dort hat NEF total versagt. Anhand der Umschreibung der Aufgabe kann man nicht festlegen, wie viele Stellen es konkret braucht. Die Regierung wird uns natürlich immer sagen, die Anzahl der bestehenden Stellen sei letztlich punktgenau gottgewollt, wenn eine bestimmte Aufgabe definiert ist. Aber so ist es ja nicht, man kann ja eine Aufgabe mit mehr oder weniger Personal erfüllen. Ich bitte Sie, diese Motion gutzuheissen.

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Da die Mitmotionäre das Wort nicht verlangen, kommen wir zu den Fraktionssprechern.

Jan Gnägi, Jens (PBD). Bei der vorliegenden Motion geht es um zwei Anliegen: Einerseits um Transparenz und andererseits um Steuerung. Die BDP-Fraktion begrüsst es, wenn der Regierungsrat das Bedürfnis nach mehr Transparenz bei den Stellenbeständen und bei deren Entwicklungen erkennt. Tatsächlich war es bis anhin schwierig, da bei einem solch umfassenden Geschäftsbericht der Personalbestand nur mit den gerade aktuellen Zahlen aufgeführt wurde. Der Grosse Rat, das politisch-strategische Organ des Kantons Bern, muss auch über die mittel- und langfristige Entwicklung der Personalbestände möglichst umfassend informiert sein. Das sind Informationen, die der Grosse Rat für das Wahrnehmen seines Teils der Verantwortung braucht. Der BDP ist es auch ein Anliegen, dass der Grosse Rat sieht, was seine Entscheide beim Personalbestand bewirken, ob wir zu einer Senkung beitragen oder ob wir eine Aufstockung verursachen. Dass uns das verstärkt klar gemacht wird, gehört nach Meinung der BDP-Fraktion ebenfalls zu unserer Verantwortung als Grosser Rat.

Unter Ziffer 2 fordert die Motion, dass der Grosse Rat gleichzeitig mit der Kenntnisnahme dieses Stellenplans auch die Höchstzahl der unbefristeten Stellen genehmigen soll. Der Grosse Rat würde damit die Kompetenz der Stellenbewirtschaftung dem Regierungsrat wegnehmen und sie sich selber geben. Für die BDP ist hier die zentrale Frage aufgetaucht, wie der Grosse Rat seine Funktion hier wahrnehmen und inwieweit er die Personalbestände direkt steuern soll. Der Grosse Rat gibt dem Regierungsrat mit Vorstössen und der Verabschiedung von Gesetzen Aufgaben und kann über den Voranschlag diese Aufgaben auch entsprechend finanziell ausstatten oder kürzen. Der Grosse Rat beeinflusst damit also indirekt den benötigten Personalbestand. Aber können und wollen wir als Grossräte auch so weit in das operative Geschäft eingreifen, indem wir genau sagen, wie viele Stellen für diese Aufgaben aufgewendet werden dürfen? Haben wir die nötige Detailkenntnis und die Kenntnis über alle entscheidenden Faktoren? Haben wir die Kapazität, die Aufgabe des Human-Resources-Managers des Kantons Bern zu übernehmen? Und soll ein politisch-strategisches Organ überhaupt so etwas machen? Die BDP-Fraktion beantwortet diese Fragen mit nein. Der Grosse Rat soll sich mit der Frage befassen, welche Aufgaben der Kanton Bern erfüllen muss, und er soll sich künftig auch vermehrt damit befassen, in welcher Qualität diese wirklich nötig sind. Aber die Ausführung wollen wir dem Regierungsrat überlassen und auch die Verantwortung, wie viele und welche Personen er für diese Aufgaben braucht. Der Grosse Rat hat weiterhin die Möglichkeit, mit Vorstössen Einfluss zu nehmen, wenn er mit dem Personalbestand nicht einverstanden ist.

Zusammenfassend Folgendes: Die BDP ist für Transparenz und Klarheit. Deshalb nehmen wir Ziffer 1 an. Wir wollen steuern, aber nicht mit der Genehmigung eines Personalthöchstbestandes, sondern mit dem Vergeben und der Definition von Aufgaben. Deshalb lehnen wir Ziffer 2 grossmehrheitlich ab.

Ursula Marti, Berne (PS). Ich dachte, wir befänden uns da auf ganz verlorenem Posten, denn für uns ist klar: Wir lehnen beide Ziffern ab, vor allem auch die zweite, die sehr einschneidend ist. Ich freue mich jetzt über die Aufweichung und das Einsehen, sodass Ziffer 2 hoffentlich abgelehnt wird. Für uns war das von Anfang an klar, und ich möchte kurz sagen, warum: Zum einen ist die Genehmigung einer Höchstzahl von Stellen eine Verletzung der Aufteilung der Kompetenzen zwischen Regierung und Grosse Rat. Diese Aufgabenteilung steht notabene sogar in der Verfassung.

Zweitens widerspricht das den Grundsätzen des New Public Management (NPM), oder NEF, wie das hier im Kanton Bern heisst. Ich bin gar kein Fan von NPM, aber wir haben nun einmal dieses System, und wir sollten es jetzt nicht nach Belieben ändern, Ausnahmen machen oder verschiedene Systeme miteinander vermischen, so wie es uns gerade passt. NPM, oder eben NEF, bedeutet: Das Parlament gibt die Ziele und das Budget vor und die Regierung und die Verwaltung setzen diese dann aufgrund ihres Sachwissens und ihrer Detailkenntnis, die sie haben und wir nicht, selbstverantwortlich um. Sie sind also verantwortlich für das Wie, und das möchten wir nicht ändern. Es ist auch schlicht eine Überforderung für das Parlament, all diese Details zu kennen und seriös zu entscheiden, wie viele Stellen es jetzt gerade konkret im Kanton Bern braucht für die Aufgaben, die derzeit zu erfüllen sind. Die Aufgaben ändern sich ja immer wieder, sie werden neu vom Bund übertragen wie die KESB, oder auch vom Grossen Rat. Es wäre dann sehr schwierig für ein Parlament, immer jeweils analog zu wissen, wie viele Stellen es braucht.

Noch ein weiterer ganz wichtiger Punkt: Wenn man die Anzahl Stellen beschränken würde, müsste ja die Arbeit trotzdem gemacht werden. Die Verwaltung würde dann auf externe Ressourcen zurückgreifen, was dann schlussendlich teurer zu stehen käme. Deshalb ist es für uns klar: Wir lehnen diese Motion ab und bitten Sie, das auch zu tun.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Auch für die glp-Fraktion ist die Transparenz wichtig. Wir möchten schon wissen, wie sich dieser Stellenetat der unbefristeten Stellen über die Jahre entwickelt. Das wäre ein Tool, mit dem man über die Jahre verfolgen könnte, wie das läuft, was wir bewilligen und welchen Einfluss das hat. Deshalb finde ich es sehr gut, wenn sich die Regierung dazu einverstanden erklärt, diese Dinge offenzulegen und uns gegenüber transparent zu machen. So sehen wir auch, wie sich die Verwaltung entwickelt.

Bei Ziffer 2 bin ich erschrocken, als ich die Argumentation der Regierung gelesen habe. Ich bin ja Mitmotionärin, habe die Motion unterschrieben und fand das gut. Aber im Nachhinein muss ich sagen, dass mich die Argumentation der Regierung überzeugt hat. Wenn jemand nicht eine unbefristete Stelle annehmen kann, bekommt man nicht mehr das beste Personal. Wer will schon rasch ein bisschen arbeiten gehen und dann den Job wieder wechseln? Dies gilt vor allem beim oberen Kader. Deshalb sollten wir das schon in den Händen der Regierung lassen, damit sie ihre Stellenbewirtschaftung optimieren und maximieren kann und vor allem die Leute dort hinbringen kann, wo diese die richtigen Voraussetzungen dafür mitbringen. Wir können uns nicht in diese Details einmischen, und deshalb kann unsere Fraktion Ziffer 2 in dieser Form nicht mehr zustimmen. Aber wichtig ist, unter Ziffer 1 die Transparenz der unbefristeten Stellen zu bekommen. Darüber sind wir schon sehr froh.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Als ich den Vorstoss zum ersten Mal gelesen habe, ging mir ein Bild durch den Kopf. Ich verstehe ja die Bürgerlichen hier im Grossen Rat, wenn sie wieder die Mehrheit in der Regierung wollen. Aber dass der Weg über 160 Regierungsrätinnen und Regierungsräte gehen soll, die hier im Parlament sitzen und Personalpolitik und Stellenbewirtschaftung betreiben, ist sicher nicht der richtige Weg. Was hier vorgeschlagen wird, ist eine ganz klare Vermischung von Aufgaben der Regierung und des Parlaments. Wir geben als Parlament in Zusammenhang mit dem Budget und dem Voranschlag die strategische Ausrichtung vor und gewähren Finanzen. Wir sprechen mit dem Budget für die verschiedenen Produkte und die verschiedenen Themen und Anliegen Geld. Es gibt viele Argumente, die gegen den vorliegenden Vorstoss sprechen. Einerseits ist die Kompetenzzuteilung in der Verfassung geregelt, und wir hier im Grossen Rat sind nicht für die Stellenbewirtschaftung zuständig. Die Kompetenzen können wir nicht ändern, und es handelt sich dabei ganz klar um eine exekutive Aufgabe. Das ist der erste Grund, warum der Vorstoss keinen Sinn macht.

Der zweite Grund ist ganz praktischer Art. Wie stellen Sie sich das vor? Machen Sie im Budget eine Aufstockung, zum Beispiel bei den Prämienverbilligungen, und dann entscheiden Sie, dafür weniger Stellen einzusetzen? Oder wissen Sie dann, wie viele zusätzlichen Stellen nötig sind? Diese Sachkenntnis darüber, welche Veränderung beim Budget in Zusammenhang mit den Stellen nötig ist, haben wir nicht. Die grüne Fraktion ist klar der Meinung, dass diese Kompetenz hier im Rat bei diesen 160 ExekutivvertreterInnen nicht vorhanden ist, sondern dass es viel besser ist, wenn das von der Regierung gemacht wird. Auch das ist ein Grund, den Vorstoss abzulehnen.

Noch ein letzter Punkt: In der Antwort wird auch die Frage aufgeführt, was man unterjährig machen wird, wenn es Veränderungen gibt. Man würde ein extrem starres System einführen, das nicht praktikabel ist und keinen Spielraum lässt. Ich war nie eine Freundin von New Public Management.

Es war damals immer vom Dezember-Fieber die Rede, so im Sinne von: Im Dezember kaufen alle noch Computer, weil das Geld ausgeschöpft werden muss. Diese Zeiten haben wir hoffentlich hinter uns. Ich hoffe, dass man dann im Dezember nicht noch ganz rasch Personal anstellen oder entlassen müsste, um die Zahl zu verschönern. Auch das wäre sicher kein sinnvoller Weg.

Die Grünen kommen klar zum Schluss, der Vorstoss mache keinen Sinn. Wir lehnen vor allem Ziffer 2 sehr deutlich ab, das wäre ein fataler Entscheid. Bei Ziffer 1 ist die Regierung bereit, mehr Auskunft zu geben. Wir haben nicht prinzipiell etwas gegen mehr Transparenz, aber auch hier ist uns nicht klar, in welchem Detaillierungsgrad das verlangt wird. Heute wird der Bestand pro Direktion ausgewiesen, wir haben also bereits heute schon relativ viele Informationen. Wenn man diese Informationen einfach ausweisen kann, wehren wir uns nicht dagegen, aber eigentlich haben wir heute schon sehr viele Informationen, um zu wissen, wie viel Personal beim Kanton arbeitet.

Le président Marc Jost reprend la direction des délibérations.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Die EVP ist bei diesem Vorstoss gleicher Meinung wie der Regierungsrat. Wir werden also Ziffer 1 zustimmen. Im Übrigen ist diese Ziffer bereits erfüllt, man könnte sie bereits abschreiben. Die Stellen werden im Voranschlag 2016 pro Direktion bereits ausgewiesen. Das ist sicher gut und vor allem auch eine Hilfe, um verwaltungsinterne Entwicklungen mitverfolgen zu können; Stichwort Wasserkopf und so weiter. Wir können der Verwaltung dann Fragen stellen, sie kann uns erklären, wie es dazu kam, und wir können entsprechend gezielt reagieren und über das Budget bei der entsprechenden Produktgruppe steuern.

Ziffer 2 lehnen wir ab, wie alle meine Vorredner aus den Fraktionen auch. Wir wollen nicht als Grosser Rat den Etat der unbefristeten Stellen bewilligen müssen. Die Anzahl Stellen sagt nur wenig über das aus, wie sparsam eine Direktion mit den Finanzen umgeht. Wir können den Staatshaushalt nur sehr beschränkt über die Stellen steuern. Aufgaben können ja bekanntlich auch über Leistungsaufträge erfüllt werden und diejenigen Stellen, welche die Leistungserbringer brauchen, erscheinen dann nicht in dieser Zahl. Oder andere Aufgaben wie Berichte oder Beratungen können auch auf Mandatsbasis nach aussen vergeben werden. Auch das sehen wir nicht in der Anzahl Stellen, die wir dann genehmigen sollten. Es ist also klar: Wir können nicht über die Anzahl Stellen steuern und wir können keinen Einfluss auf die Finanzen, beziehungsweise auf die Effizienz der Verwaltung über die Anzahl Stellen nehmen.

Schliesslich stellt sich bei dieser Forderung die Frage, was passieren würde, wenn wir diese Anzahl Stellen nicht genehmigen würden. Würden dann willkürlich irgendwo in einer Hauruck-Übung einfach Leute entlassen? Oder würden wir sogar den ganzen Voranschlag gefährden, wenn wir das ablehnen würden? Zu guter Letzt möchte ich noch etwas über New Public Management sagen: Es ist ja nicht mehr so neu, sondern es hat sich bewährt. Wir sollten über Aufgaben und Finanzen steuern und nicht über Stellen. Es geht immer wieder darum, die Frage zu stellen, welche Aufgaben wir erfüllen wollen, zu welchem Preis und in welcher Qualität.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Die FDP ist froh, dass die Regierung doch auch bereit ist, im Stellenbereich Transparenz zu schaffen und Ziffer 1 anzunehmen. Auch Ziffer 2 hätte für den Grossen Rat eine Bedeutung, indem wir zwar die unbefristeten Stellen nicht unbedingt genehmigen könnten, aber indem wir doch eine Info bekämen, wie gross die Anzahl der unbefristeten Stellen ist. Denn so würden wir eine Hemmschwelle einbauen, damit man bei den unbefristeten Stellen etwas genauer hinschaut und klärt, ob es nötig ist, diese Person einzustellen oder nicht. Die FDP ist bereit, beide Ziffern als Motion zu überweisen und wir empfehlen Ihnen, das ebenfalls zu tun.

Jürg Iseli, Zwiieselberg (UDC). Die SVP wird beide Ziffern als Motion überweisen. Ich bin schon ein bisschen erstaunt über meine Kolleginnen aus der Finanzkommission, wenn sie hier vorne sagen, man könne über Personal und Stellen nicht steuern. Ich mache Sie darauf aufmerksam, dass vor zwei oder drei Jahren im Budgetprozess ein Antrag auf Kürzung von 1 Million in der Produktgruppe Lebensmittelkontrolle gestellt wurde. Die Finanzdirektorin sagte damals ganz klar, das habe Auswirkungen auf das Personal und es müssten Leute entlassen werden. Schlussendlich, nach einem Jahr hiess es, sie hätten gleich viele Stellen erhalten können. Man kann sehr wohl über die Stellen steuern. Aber mit der Darlegung und der Berichterstattung im Voranschlag, welche die Regierung ja mit Ziffer 1 annehmen will, soll lediglich gezeigt werden, wie die Entwicklung aussieht. Die Forderung hier geht noch ein bisschen weiter, indem man sieht, in welchen Bereichen die

Stellen eingeordnet sind.

Zu Ziffer 2: Es wurde gesagt, sie habe eine Auswirkung auf die Aufgaben- und Qualitätserbringung der Verwaltung. Wir verlangen aber von der Verwaltung ja immer eine topp Arbeit. Es wurde gesagt, die unbefristeten Stellen hätten einen sehr starken Einfluss darauf. Das glaube ich aber nicht. Jeder Angestellte des Kantons stellt sicher an sich selber die Anforderung, immer sehr gute Arbeit zu leisten. Es ist nicht so, dass die Qualität darunter leidet, wenn der Regierungsrat die Stellen durch den Grossen Rat genehmigt haben will. Ich bitte Sie also, dem Voranschlagsprozess und der Finanzkommission zuliebe, dass er auch über die Stellen befinden kann, wenn er den Voranschlag und den Aufgaben/Finanzplan macht. Stimmen Sie also beiden Ziffern zu.

Matthias Burkhalter, Rümligen (PS). Ich spreche im Namen der BSPV-Fraktion (Bernischer Staatspersonalverband). Dieser Vorstoss ist nicht schlimm, aber er ist nicht sehr sorgfältig überdacht und formuliert. Bei Ziffer 1 wird gefordert, einen Stellenplan zu führen, der alle unbefristeten Stellen umfasst. Wollen Sie wirklich eine Liste mit 12 000 Stellen? Wo aufgelistet ist, dass dort und dort eine Sekretariatsmitarbeiterin zu 40 Prozent angestellt ist? Dass bei der Polizeidirektion für den Polizeiposten Burgdorf drei Mann arbeiten und so weiter? Überlegen Sie sich doch einmal, was und welchen Detaillierungsgrad Sie da fordern. Man kann das schon zur Kenntnis nehmen, das ist nicht schlimm, aber einmal mehr fördern Sie den Verwaltungsaufwand. Es ist merkwürdig, dass dieses Anliegen gerade von diesen Parteien kommt.

Zu Ziffer 2: Wie stellen Sie sich die Praktikabilität dieser Forderung vor? Sie fordern «gleichzeitig mit dem Voranschlag ist dem Grossen Rat die Höchstzahl der unbefristeten Stellen zur Genehmigung zu unterbreiten». Stellen Sie sich das so vor: Da steht die Zahl 12 312, und dann sagen Sie, Sie würden das nicht genehmigen? Geht es dann zurück an den Regierungsrat? Oder genehmigen Sie es trotzdem? Oder stellen sie sich vor, Sie könnten diese Zahl ändern? All das wird in der Motion nicht erwähnt. Ich mache Sie zudem darauf aufmerksam, dass es bisher auch funktioniert hat, wenn Sie sich genug bemühten: Bei den Pfarrstellen, die Sie reduziert haben, machten Sie einfach einen Saldobeschluss über das Budget und über die kommenden Jahre, und dann haben Sie einfach das Geld gestrichen. Wenn Sie das wollen, müssen Sie das also eher über das Geld machen.

Und ich sage Ihnen auch: Wenn Sie statt der 12 136 unbefristeten Stellen nur 12 036 wollen, muss man diese Leute entlassen. Das bedeutet, dass Sie Abgangsentschädigungen, Sonderrenten und so weiter schulden. Dann können Sie schon sagen, Sie wüssten nicht wo, der Regierungsrat solle selber schauen. Ich weiss schon jetzt, wie diese Debatte dann herauskommt. Ich hoffe einfach, dass man diese Zahl dann einfach zur Kenntnis nimmt, sich niemand daran stören wird und man sie durchwinkt. Also, sehr viel hat sich die bürgerliche Seite nicht überlegt, die Praktikabilität ist nicht gross. Der Vorstoss ist nicht schlimm, aber ich bitte Sie doch, beide Ziffern abzulehnen. Sie geben uns einfach mehr Arbeit, aber nicht mehr Geld.

Pierre Alain Schnegg, Champoz (UDC). Je suis un peu surpris de ce que l'on entend par rapport à ce point extrêmement important pour la santé des finances du canton de Berne. Entre 2013 et 2014, le canton a une nouvelle fois augmenté notablement le nombre de ses collaborateurs, ce qui représente aujourd'hui une somme annuelle de plus de 24 millions de francs. Il est donc urgent qu'un contrôle plus précis soit possible sur cette situation particulièrement importante pour notre futur. C'est la raison pour laquelle je vous invite à soutenir les deux points de cette motion qui permettront une meilleure transparence, mais également un contrôle bien plus efficace.

Nathan Güntensperger, Biel/Bienne (pvl). Im Stadtrat der Stadt Biel haben wir die Möglichkeit, den Stellenplan zu steuern, indem wir bei den Abstimmungen zum Budget zuerst den Stellenplan genehmigen müssen. Das ist, so über den Daumen gepeilt, eine gute Sache: Wir können diesen Stellenplan notfalls nicht annehmen oder ihn kürzen. Nur: Wir haben immer wieder gemerkt, dass wir nicht wissen, wo wir wie viele Leute brauchen. Es ging einmal darum, zu entscheiden, wie viele Stellenprozente wir für die Abfallpolizei benötigen, also für die Leute, die kontrollieren, wer illegal Abfall entsorgt. Wer weiss das schon? Höchstens die Verwaltung. Wenn das die Verwaltung nicht weiss, wissen wir hier im Saal das ganz sicher auch nicht. Ich warne Sie also vor Ziffer 2. Die Höchstzahl ist dann letztendlich nicht einmal so tief wie bei uns in Biel. Es geht also um eine Höchstzahl. Angenommen wir begrenzen diese Höchstzahl auf 12 000, und dann fordert eine dringliche Motion die sofortige Einführung von irgendetwas, und wir müssen drei Leute einstellen. Das können wir dann nicht. Oder man muss sie dann befristet einstellen, bis zum nächsten Voranschlag im Folgejahr. Und jetzt finden Sie mal jemanden, der einen befristeten Job annimmt,

wenn er an einem andern Ort einen unbefristeten annehmen kann. Diese Person finden Sie dann nicht oder sie kommt dann von der Sozialhilfe oder vom RAF. Gut, je nach Job ist das sogar erwünscht, aber generell gesehen wird die Verwaltung dadurch massivst blockiert und schon fast belästigt. Ich warne Sie davor. Ich hoffe, Sie nehmen Ziffer 2 nicht an.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Ich staune. Ich staune über die Parteien, die die Ziffer 2 nicht annehmen wollen. Ich staune über die Parteien, die damals bei den Motionen, die wir eingereicht haben und mit welchen wir fünf oder drei Prozent der Stellen streichen wollten, sagten, das gehe nicht. Sie sagten, das liege nicht in der Kompetenz des Grossen Rats. Dieser Vorstoss hier läge aber ganz klar in der Kompetenz des Grossen Rats und er würde mit NEF funktionieren. Er wäre mit allem kompatibel, und jetzt sagen Sie noch einmal, das gehe nicht. Das ist nicht ganz konsequent. In dem Fall ist Ihnen die Entwicklung der Stellen im Kanton Bern absolut gleichgültig. Ich wundere mich und bitte Sie, beide Ziffern anzunehmen. Nur so hat der Grosse Rat die Möglichkeit, tatsächlich einmal auf die Stellen Einfluss zu nehmen, deren Anzahl sich dauernd erhöht.

Beatrice Simon, directrice des finances. Hier im Saal sind wir uns wohl zumindest in einem Punkt einig: Personal kostet, und diese Kosten belasten das Budget jährlich und wiederkehrend und bestimmen es stark. Weil dieser Posten ein so wichtiger Faktor unseres Budgets ist, ist der Regierungsrat bereit, Ziffer 1 der Motion anzunehmen. Wir werden nämlich künftig im Voranschlag neben den finanziellen Steuerungsgrössen auch die Entwicklung der Personalbestände der einzelnen Direktionen der vergangenen Jahre aufzeigen. Aber ich möchte trotzdem noch etwas erwähnen: Zwar ist es ein Novum, dass wir das im Voranschlag aufzeigen, aber die Regierung ist schon lange transparent, wir erfüllen diese Forderung schon länger. Das Personalamt kommuniziert schon seit einigen Jahren einen sehr ausführlichen Bericht über die Entwicklung des Stellenbestandes: Im so genannten HR-Reporting wird in jedem Jahr die Entwicklung transparent aufgezeigt und auch Veränderungen detailliert begründet. Und übrigens können alle Leute im Internet auf der Seite der Personalabteilung das HR-Reporting aufrufen und schauen, wie die Entwicklung ausgesehen hat. Damit haben wir keine Differenz zu Ziffer 1. Deshalb schlägt der Regierungsrat vor, sie anzunehmen.

Mit Ziffer 2 soll künftig die Kompetenz für die Bewilligung der Maximalbestände dem Grossen Rat übertragen werden. Hier ist der Regierungsrat entschieden anderer Meinung, nämlich dass die heutige Regelung richtig ist. Warum? Seit einiger Zeit steuert der Grosse Rat nicht nach NPM-, sondern nach NEF-Grundsätzen. Wenn er nun das Gefühl hat, in einem bestimmten Aufgabenbereich seien die Kosten zu hoch, ist es möglich, beim Verabschieden des Voranschlags entsprechend Einfluss zu nehmen. Mit einer entsprechenden Kostensenkung kann der Grosse Rat also indirekt auf den Stellenbestand Einfluss nehmen. Es kann heute also niemand behaupten, der Grosse Rat könne nichts machen und ihm seien die Hände gebunden, wenn er bestimmte Entwicklungen nicht gut findet. Vielmehr hat er Steuerungsmöglichkeiten, aber eben so, wie er es seinerzeit beschlossen hat.

Wenn der Grosse Rat heute beschliesst, dass künftig über den Höchstbestand der unbefristeten Stellen diskutiert werden soll, heisst das letztendlich, dass hier in diesem Saal über jede einzelne Stelle diskutiert wird. Wer eine solche Diskussion führen will, braucht die nötige Sachnähe. So braucht es zum Beispiel Kenntnis darüber, wie die entsprechende Stelle finanziert wird und welche Mehrerträge unter Umständen sogar generiert werden können. Und, werte Grossrätinnen und Grossräte, ich will Ihnen nicht zu nahe treten, aber seien wir doch ehrlich: Dieses Kenntnis, dieses Fachwissen fehlt dem Grossen Rat. Und das brauchen Sie für Ihre Aufgabenerfüllung gar nicht, weil die Aufgabenteilung anders aussieht. Die geltende Regelung befindet sich nämlich im Einklang mit der verfassungsmässigen Aufgabenteilung zwischen Grosse Rat und Regierungsrat. Gemäss Verfassung soll der Grosse Rat die politisch-strategischen Entscheide treffen und der Regierungsrat die operativ-betrieblichen.

Vielleicht ist mit dieser Motionsforderung bei einigen Grossratsmitgliedern die Vorstellung verknüpft, hier bestehe ein grosser Handlungsspielraum und dass dann der Grosse Rat vielleicht mit diesen Stellen viel restriktiver umgehen würde, als dies beim Regierungsrat der Fall ist. Als Finanzdirektorin und oberste Personalchefin muss ich Ihnen aber sagen, dass dem wohl kaum so wäre, und ich möchte Ihnen auch sagen warum: Auf der einen Seite ist es primär der Grosse Rat, der mit Gesetzesrevisionen in bestimmten Aufgabenbereichen letztendlich dafür sorgt, dass neue Stellen geschaffen werden, wie dies zum Beispiel bei der KESB der Fall ist. Und andererseits – das

habe ich auch hier im Ratssaal schon mehrmals gesagt: Der Regierungsrat bewilligt neue Stellen immer sehr zurückhaltend. Seit vielen Jahren besteht ein Stellenmoratorium, und es werden nur dann neue Stellen bewilligt, wenn sie durch Mehreinnahmen finanziert werden können, wie dies zum Beispiel beim Botschaftsschutz der Fall ist. Und denken Sie daran: Wir haben in Zusammenhang mit der ASP auch schon Personal abgebaut. Aus diesen Gründen schlagen wir vor, Ziffer 1 anzunehmen, aber der Regierungsrat lehnt Ziffer 2 ganz klar ab. Es wäre systemwidrig und ich bitte Sie wirklich ganz eindringlich, Ziffer 2 ebenfalls abzulehnen.

Adrian Haas, Berne (PLR). Ich möchte nur noch einmal sagen, was genau die Ziffer 1 beinhaltet. Das steht im Text der Motion und ist für den Beschluss von heute massgebend: Sie verlangt eine Änderung der gesetzlichen Bestimmungen, also des Personalgesetzes, und sie muss es dem Grossen Rat ermöglichen, neben dem Voranschlag, den er beschliesst, den Stellenplan zur Kenntnis nehmen zu können. Der Stellenplan besteht heute bereits. Er ist in Artikel 10 der Personalverordnung geregelt. Er umfasst Funktion, Gehaltsklasse und Beschäftigungsgrad aller Stellen. Man kann jetzt nicht einfach die Motion verfälschen und sagen, es gehe nur darum, die Anzahl der bewilligten und unbefristeten Stellen irgendwo in eine Berichterstattung einfließen zu lassen. Ich bitte Sie, den Text so zu nehmen wie er ist. Er ist massgebend für den Beschluss hier.

Le président. Wir stimmen über die beiden Ziffern ab. Wer Ziffer 1 der Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	110
-----	-----

Non	36
-----	----

Abstentions	2
-------------	---

Le président. Sie haben Ziffer 1 angenommen. Wer Ziffer 2 der Motion annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui	71
-----	----

Non	79
-----	----

Abstentions	0
-------------	---

Le président. Sie haben Ziffer 2 abgelehnt.